

Bulletin d'histoire politique

Propagande gaulliste et front intérieur : action et rayonnement du Comité France libre de Québec

Frédéric Smith



Volume 21, numéro 3, printemps-été 2013

Le Canada et la Deuxième Guerre mondiale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1015324ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1015324ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Smith, F. (2013). Propagande gaulliste et front intérieur : action et rayonnement du Comité France libre de Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 21(3), 67–82. <https://doi.org/10.7202/1015324ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Propagande gaulliste et front intérieur : action et rayonnement du Comité France libre de Québec

FRÉDÉRIC SMITH
*historien*¹

Le ralliement des Français de l'étranger au mouvement de résistance du général de Gaulle demeure peu documenté. L'historiographie française s'attarde principalement sur le combat politique et diplomatique du général et de son entourage, de même que sur la participation des Forces françaises libres au conflit mondial. On dénombre pourtant près de 800 Comités France libre dans le monde lorsque s'ouvre la première session de l'Assemblée consultative provisoire d'Alger à l'automne 1943. Le Canada, qui regroupe à lui seul le dixième de ces comités, y occupe l'un des cinq sièges réservés aux représentants de la résistance extra métropolitaine.

L'action du mouvement France libre au Canada et au Québec a d'abord été révélée par les articles de Paul M. Couture² et de Robert Arcand³, de même qu'un chapitre du *De Gaulle et le Québec* de Dale C. Thomson⁴. Puis Éric Amyot offrait, en 1999, la première synthèse consacrée à l'évolution de l'opinion canadienne-française pendant la guerre, publiée sous le titre *Le Québec entre Pétain et de Gaulle : Vichy, la France libre et les Canadiens français, 1940-1945*⁵. Cet ouvrage, construit à partir d'une thèse de doctorat en histoire soutenue à l'Université McGill, se penche notamment sur la représentation officielle du général de Gaulle à Ottawa et, surtout, sur la scène montréalaise où quelques groupes de Français se disputent les scènes d'une éventuelle organisation gaulliste aux visées pancanadiennes. La même année, Amyot coordonne un numéro thématique du *Bulletin d'histoire politique* portant sur Vichy, la France libre et le Canada français (vol. 7, no. 2, hiver 1999).

On le constate à la lecture du remarquable ouvrage d'Éric Amyot, les conflits internes et le sabotage de certaines initiatives lancées depuis Londres ont tôt fait d'écarter les gaullistes de Montréal de la direction du mouvement France libre au Canada. Le Comité France libre de Québec est, lui, déjà à pied d'œuvre et refuse de se laisser distraire par les querelles

montréalaises. Une jeune veuve d'à peine 40 ans est la fondatrice et la présidente de ce premier comité gaulliste canadien. Marthe Simard, Française née en Algérie et mariée en secondes noces au médecin canadien André Simard, sillonnera le Canada et contribuera à la création de dizaines de comités et de sous-comités de la France libre à travers le pays, attirant l'attention des autorités du mouvement à Londres grâce aux rapports enthousiastes d'Élisabeth de Miribel, la jeune envoyée du général de Gaulle au Canada. Choisie en octobre 1943 par les délégués de l'Assemblée consultative provisoire à Alger pour y représenter le Canada, Marthe Simard sera la seule femme à y siéger et deviendra du coup la première Française investie de pouvoirs politiques.

Les historiens perdront pourtant sa trace après la guerre. Éric Amyot et les quelques historiens français intéressés par la question ne pourront lui accorder plus que quelques lignes, tant on sait peu de chose du parcours de la première parlementaire de France. Or, la publication en 2001 et 2004 du journal personnel du professeur franco-suisse Auguste Viatte, proche du couple Simard, le dépouillement de la correspondance de celui-ci avec la jeune Élisabeth de Miribel, de même que la découverte récente des archives personnelles de Marthe Simard, permettent aujourd'hui de lever le voile sur l'action et le rayonnement du Comité France libre de Québec. Rapidement, on constate qu'en l'absence d'un leadership fort et fédérateur à Montréal, c'est depuis la capitale provinciale que la France libre prend véritablement son envol au pays.

Dans cet article, nous nous proposons de présenter brièvement les quatre principaux champs d'action du Comité France libre de Québec, ordonnés de manière à favoriser une démonstration chronologique⁶. Il s'agit de l'organisation de l'aide matérielle aux soldats, de la propagande gaulliste, de l'accueil des représentants et dignitaires de la France libre et, enfin, de la représentation des Français libres du Canada au gouvernement provisoire de la future République française.

L'organisation de l'aide matérielle aux soldats

Petit-fils de l'ancien premier ministre Félix-Gabriel Marchand et neveu du sénateur Raoul Dandurand, André Simard est chirurgien à l'Hôtel-Dieu de Québec et professeur à l'Université Laval. Sa rencontre avec Marthe Caillaud-Bastenti, sur une plage française au début des années 1930, avait mené à leur mariage en 1932 et à leur installation à Québec, rue D'Auteuil. Dès l'éclatement du conflit mondial sept ans plus tard, André Simard met sur pied diverses cliniques mobiles de don de sang dans les camps militaires de la province de Québec et rejoint plus de 40 000 donateurs⁷.

Marthe Simard souhaite quant à elle porter secours à ses compatriotes et fonde le comité de *L'Aide canadien aux poilus et aux combattants de langue*

française, plus tard renommé *L'Entraide aux combattants de langue française*. Ce comité entend « grouper toutes les femmes canadiennes qui désirent soutenir le moral du soldat canadien-français et français en service actif » en facilitant le parrainage de soldats canadiens-français et français sans famille et sans ressources⁸. Ceux-ci reçoivent régulièrement des colis contenant des lainages, des objets de toilette, des friandises et de petites sommes d'argent. Dès le mois de mars 1940, l'archevêque de Québec, le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, redirige vers Marthe Simard les requêtes d'aide qu'il reçoit⁹.

Profondément troublée par la défaite française de mai et juin, celle-ci reporte l'action de son organisation sur l'assistance aux prisonniers de guerre. Grâce au *Coordinating Council of French Relief Societies*, basé à New York, des colis de nourriture et de vêtements sont adressés à chaque carte de prisonnier que remet la Croix-Rouge canadienne au comité¹⁰. Dans la foulée de l'Appel du 18 juin du général de Gaulle, Simard songe à rejoindre la France libre et à appuyer la résistance gaulliste. Le pas sera officiellement franchi en décembre 1940. Plusieurs des membres français et canadiens-français du nouveau Comité France libre de Québec poursuivent la confection des colis envoyés à Londres pour être redistribués. Les sœurs Madeleine et Colette Grenier s'attellent notamment à cette tâche¹¹. Leurs époux respectifs, les journalistes Pierre Chaloult et Willie Chevalier, occupent certains postes clés au sein de la direction du comité et font connaître l'action du général de Gaulle. On y retrouve également, parmi d'autres, l'avocat Pierre de Varennes, l'enseignant français Camille Pacreau et le journaliste René Garneau, conservateur adjoint de la bibliothèque législative.

Dans ses rapports destinés aux Français libres à Londres, le comité discute fréquemment de l'aide matérielle fournie en partance de Québec. De nature parfois très modeste, cette aide doit cependant être replacée dans le contexte des privations requises des Canadiens. Par exemple, en décembre 1941 le comité se félicite d'avoir remis à l'équipage du cargo *Indochinois*, en réparation à Montréal, un colis de lainages et d'objets divers, en particulier 35 paires de gants, 73 paires de chaussettes et cinq passe-montagnes. Ce navire français, réquisitionné par les Britanniques l'année précédente, est l'un des plus rapides de la flotte et effectue souvent seul la traversée de l'Atlantique pour le transport de matériel militaire. Le comité expédie aussi, à la même époque, sept caisses contenant des revues, journaux, livres, disques et jeux de cartes destinés à Saint-Jean de Terre-Neuve et aux marins français libres qui s'y trouvent¹².

Le Comité France libre de Québec porte bientôt son attention sur l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon, au sud de Terre-Neuve, placé sous juridiction vichyste. La veille de Noël 1941, quelques éléments des Forces navales françaises libres, sous le commandement de l'amiral Émile

Muselier, en prennent le contrôle. Le comité de Québec s'active pour les habitants des îles françaises. On détourne vers Saint-Pierre-et-Miquelon une partie des vivres, livres et vêtements normalement envoyés en Europe. Un an plus tard, à la demande du nouvel administrateur de ces îles, Alain Savary, le comité expédie aux enfants des volontaires français des jouets et des lainages pour Noël¹³.

Le salon du couple Simard croule sous les livres, les vêtements et les colis prêts à être expédiés. Le comité ouvre une nouvelle permanence au printemps 1941, au 72 de la côte de la Montagne, puis déménage en novembre au Palais Montcalm. Le maire Lucien Borne, ardent partisan du général de Gaulle, accepte de prêter gratuitement un local de cet édifice municipal jusqu'à la fin de la guerre. L'appui des autorités municipales est acquis à l'organisation gaulliste. En novembre 1945, le consul français Paul-Pierre Lorion remettra la médaille du gouvernement français à la Ville de Québec. Marthe Simard remettra elle-même la décoration de la France libre au maire Borne¹⁴.

La propagande gaulliste

Très tôt, la direction du Comité France libre de Québec s'interroge sur la position qu'elle doit adopter à l'égard de l'opinion publique canadienne-française, dont une large part est séduite par l'entreprise de restauration de la France traditionnelle que lance le maréchal Pétain. Les membres et sympathisants du comité gaulliste de Québec ne s'entendent pas toujours sur la stratégie à privilégier.

André Verrier, secrétaire du comité d'origine française, ne cache pas son aversion pour le gouvernement Pétain et souhaite que le comité réponde avec vigueur et sans compromis à l'attrait vichyste tout en mettant de l'avant la noblesse du combat mené par la France libre. La ville de Québec offre une formidable rampe de lancement pour un tel exercice de propagande. Tant les libéraux d'Adélar Godbout que le maire Lucien Borne sont sympathiques à la cause gaulliste. Même le consul français à Québec, Henri Bonnafous, contraint par les circonstances à agir comme représentant officiel du gouvernement de Vichy, ne manifeste aucun zèle dans ses fonctions et prétend en privé être sympathique à la France libre¹⁵. Jean Ricard, son très vichyste successeur en novembre 1941, donne plus de fil à retordre au comité de Québec. On le soupçonne de jouer de son influence auprès de *L'Action catholique* et d'avoir retourné le recteur de l'Université Laval, Mgr Camille Roy, en faveur de Vichy et de Pétain. Ricard sera expulsé du Canada à la fin du mois de mars 1942¹⁶.

À la hargne du secrétaire André Verrier, le professeur de littérature française à l'Université Laval, Auguste Viatte, oppose une vision plus nuancée de la situation. Né en Suisse et naturalisé Français en 1932, cet

humaniste chrétien est d'avis qu'une opposition trop violente aux sympathisants de Vichy risque d'aliéner la population canadienne-française et de l'éloigner du général de Gaulle. Joignant le geste à la parole, Viatte profite de ses fréquents articles dans *L'Action catholique* pour jeter les bases d'un rapprochement entre les Français de toute allégeance, pour l'intérêt supérieur de la renaissance française. Mais rapidement, les lois raciales décrétées par Vichy, de même que l'ampleur de la collaboration du régime avec l'Allemagne nazie, lui paraîtront menacer les fondements mêmes de la civilisation française. D'abord trop timoré aux yeux des André Verrier et René Garneau, Viatte prendra publiquement position en faveur du mouvement gaulliste et accédera même à la coprésidence du comité à l'automne 1943.

La prudence de Viatte l'emporte généralement sur la combativité de Verrier lors des « réunions de propagande » que tient régulièrement le comité gaulliste dans le salon des Simard. Il est hors de question d'attaquer Vichy et le maréchal Pétain de front et tous conviennent de respecter les sensibilités des Canadiens français. Pour cette raison, le comité évite de prendre parti au plus fort de la crise conscriptionniste de 1942, bien qu'il soit naturellement favorable à l'effort de guerre canadien. Le comité recommandera aux représentants officiels du général de Gaulle au Canada, Élisabeth de Miribel d'abord, puis le colonel Pierrené (à partir de mai 1941) et enfin le commandant Gabriel Bonneau (à partir de février 1943) d'agir de la sorte.

Les Français libres de Québec entendent plutôt présenter le général de Gaulle aux Canadiens français et dissiper les mythes et malentendus entretenus par la propagande vichyste dans la province. On soupçonne notamment Henri Coursier, le très vichyste consul français à Montréal, de laisser courir des bruits à propos du prétendu entourage juif et franc-maçon du général français¹⁷. Pour livrer son message, le comité de Québec noue des relations cordiales avec quelques journalistes sympathiques au mouvement gaulliste, comme Jean-Louis Gagnon, directeur du service des nouvelles au journal *L'Événement* et animateur d'une émission hebdomadaire à la radio CKCV, ou encore Louis Francoeur, rédacteur en chef de l'édition dominicale du journal *La Patrie*. Francoeur est aussi le populaire animateur, depuis le 25 juin 1940, d'une émission quotidienne d'un quart d'heure diffusée en soirée à Radio-Canada et intitulée « La Situation ce soir ». Il y invite régulièrement la jeune Élisabeth de Miribel pour démystifier l'action du général de Gaulle. Mais un accident de voiture l'emporte le 1^{er} juin 1941. « Quelle perte immense ! Raison de plus pour continuer », écrira Miribel à Auguste Viatte¹⁸.

La contribution du journaliste Willie Chevalier est également appréciée. Libéral et antinationaliste, Chevalier avait occupé divers postes dans le domaine de la presse écrite avant d'être attaché en juillet 1940 au Service

de la censure de guerre à Ottawa, à titre de censeur adjoint de la presse canadienne. Chevalier profite de ses contacts au journal *Le Soleil* pour contourner lui-même cette censure, empruntant le pseudonyme de Vauquelin pour y signer des éditoriaux de plus en plus durs à l'endroit de Vichy. Attaché en juillet 1941 au secrétariat du premier ministre Adélar Godbout, Chevalier joint rapidement le Comité France libre de Québec. Son beau-frère, le journaliste Pierre Chaloult, y milite déjà activement et en assure la vice-présidence¹⁹. Chevalier est aussitôt nommé directeur de la propagande en remplacement de René Garneau, pris par son service militaire²⁰. Ce rôle l'amène à prononcer plusieurs discours à Radio-Canada et au poste WRUL de Boston, qui les relaie souvent jusqu'en France.

Willie Chevalier profite parfois des ondes pour justifier la présence et l'action des Canadiens français dans les comités France libre. Lors d'une causerie au poste WRUL le 23 juillet 1941, il s'adresse aux « amis de la France » :

Il arrive parfois qu'on demande à des membres du comité de France libre, à Québec, pourquoi ils se mêlent des querelles entre Français. C'est une question bien légitime. La réponse en paraît d'autant plus facile qu'à notre sens il n'y a pas de division au sein du peuple français dans la présente guerre. Vous avez bien compris: nous parlons du peuple français, non de ses exploités. Les Français qui font partie du comité de France libre considèrent qu'ils doivent continuer la lutte par tous les moyens possibles, puisqu'ils sont en mesure de le faire. Ils ont conscience de réaliser ainsi le désir le plus cher de leurs parents et amis, prisonniers en Allemagne et en France. Quant aux Canadiens français qui collaborent avec France libre, ils veulent tout simplement manifester leur amitié, leur admiration, on peut même dire leur loyauté envers un groupe actif d'alliés de leur pays en guerre²¹.

La radio s'impose comme une arme de premier plan dans la propagande du comité gaulliste de Québec. Marthe Simard fait elle-même ses débuts à Radio-Canada le 9 juin 1941 et inaugure une longue série de causeries radiophoniques. Les stations CKCV et CHRC offrent du temps d'antenne au comité, mais c'est à CBV, la station de Radio-Canada à Québec, que Marthe Simard fait particulièrement sa niche. Un jeune journaliste de la station, René Lévesque, la présente régulièrement aux auditeurs. Dans son autobiographie, l'ancien premier ministre se demande si c'est là que s'effectua sa conversion au général de Gaulle: « Chose certaine j'étais devenu les derniers temps l'un des rares partisans du Général dans ces incessants débats où nous pesions le pour et le contre de notre propre et aléatoire engagement²² ». Un exemplaire de l'ouvrage de René Lévesque trônera dans la bibliothèque de Marthe Simard cinquante ans après leur première rencontre, avec cette dédicace: « À Marthe Simard. Avec le souvenir très amical d'un ancien jeune présentateur et gaulliste québécois! »

L'accueil des représentants et dignitaires de la France libre

L'envoyée de la France libre au Canada, Élisabeth de Miribel, s'installe à Montréal à l'automne 1940. On trouve dans la métropole la plus grande concentration de Français dans la province, dont le docteur William Vignal. Responsable du service de radiologie de l'hôpital Saint-Luc et président de l'Union nationale française de Montréal, Vignal avait écrit au général de Gaulle dès le 25 juillet 1940 pour annoncer, avec quelque exagération, l'adhésion d'une majorité de Français de Montréal à la cause de la France libre²³. Il n'en fallait pas plus pour que le médecin français devienne le premier représentant du général de Gaulle au pays. Mais Miribel se bute bientôt à son caractère irascible et à son mépris des Canadiens français. Elle se méfie également de ses visées centralisatrices : Vignal souhaite mettre sur pied un Comité France libre à Montréal qui chapeauterait l'ensemble des comités canadiens²⁴. Son principal rival, Roger de Roumefort, directeur général du Crédit foncier franco-canadien, tente de le coiffer au poteau.

Le premier contact d'Élisabeth de Miribel avec le Comité France libre de Québec a lieu en novembre 1940. Elle en vante rapidement le dynamisme auprès de la France libre à Londres²⁵. La jeune envoyée du général de Gaulle croit que le mouvement sera mieux servi par Québec, en attendant peut-être un déblocage à Montréal. Son comité est déjà formé, il a ses entrées auprès des autorités politiques, militaires et religieuses, et il rassemble autant de Français que de Canadiens français. La capitale québécoise doit servir de porte d'entrée de la France libre au Canada, en attendant une éventuelle rupture diplomatique du gouvernement canadien avec Vichy et l'installation d'un délégué officiel de la France libre à Ottawa. Québec devient donc un passage obligé pour les représentants et dignitaires de la France libre en visite au Canada.

Une première visite d'importance a lieu dès le printemps 1941. La rumeur de la venue du commandant Georges Thierry d'Argenlieu courait depuis quelque temps dans la province. Vétéran de la Grande Guerre, le commandant d'Argenlieu avait joint l'Ordre du Carmel en 1920. Mobilisé en 1939 et promu capitaine de corvette, il avait été fait prisonnier le lendemain de l'Appel du 18 juin pour s'échapper trois jours plus tard et rejoindre le général de Gaulle à Londres. Plus récemment, il avait été nommé chef d'état-major des Forces navales françaises libres, avait participé à l'expédition de Dakar et dirigé la campagne du Gabon. On s'apprête donc à recevoir un membre de la garde rapprochée du général de Gaulle.

Le commandant d'Argenlieu arrive au pays le lundi 10 mars 1941, accompagné du lieutenant Alain Savary. Les deux hommes débarquent dans un port de l'Est canadien non spécifié par les médias pour des raisons de censure militaire, vraisemblablement Halifax. La presse publie

divers entrefilets et informe les lecteurs que le commandant d'Argenlieu, «officier de marine, ancien moine français», entend faire connaître aux Français et aux Canadiens français les buts du mouvement France libre²⁶. Le lendemain, l'homme se rend en train à Lévis où il est accueilli par plusieurs membres des autorités civiles et militaires rassemblés sur le quai de la gare²⁷. Le soir, Thierry d'Argenlieu, Alain Savary et Élisabeth de Miribel dînent chez Auguste Viatte et planifient les jours à venir. La discussion se poursuit chez le couple Simard.

La mission du commandant d'Argenlieu entraîne son lot de visites officielles, de soirées chez les Simard et de rencontres avec les journalistes. D'Argenlieu fait forte impression dans les milieux libéraux et parvient même, dit-on, à convertir plusieurs Français et Canadiens français à la cause de la France libre. Le 15 mars, Élisabeth de Miribel adresse un télégramme au général de Gaulle et lui annonce déjà le succès de la mission d'Argenlieu²⁸. À Ottawa, le commandant s'entretient avec le premier ministre William Lyon Mackenzie King, son ministre de la Justice, Ernest Lapointe, et son sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Norman Robertson²⁹. À Montréal, d'Argenlieu multiplie les interventions publiques.

Peu à peu, les sentiments du gouvernement canadien se réchauffent à l'égard de la cause du général de Gaulle. Un réchauffement que signifie le ministre Ernest Lapointe à d'Argenlieu, le premier précisant néanmoins que les sensibilités canadiennes-françaises obligent à une certaine retenue en public³⁰. Il s'agit d'une victoire pour les sympathisants de la France libre. Mais la mission d'Argenlieu se heurte aussi à de fortes réticences chez les partisans du maréchal Pétain, opposés à la venue de ce «moine-soldat». Un article de Doris Lussier, paru le 15 avril dans l'éphémère revue *La Droite*, suscite beaucoup de remous chez les gaullistes de la province. Dans un numéro de la revue ornée de la photographie du maréchal Pétain, Lussier attaque violemment le général de Gaulle et se demande quel témoignage le commandant d'Argenlieu est venu rendre au Canada: «Si c'est le témoignage de la fuite glorieuse du général de Gaulle en pleine bataille de France, c'est chouette! Si c'est le témoignage de la division de Français en cette heure si grave de leur histoire, ce n'est guère plus glorieux³¹...».

Fin avril 1941, Thierry d'Argenlieu et Alain Savary reconnaissent néanmoins avoir atteint la plupart de leurs objectifs et préparent leur retour en Angleterre. Un nouveau représentant officiel au Canada est sur le point d'être nommé en remplacement du docteur Vignal, dont on désavoue le travail. Jacques-Émile Martin-Prével, un expert en chars d'assaut et ancien de Saint-Cyr, assumera cette position en empruntant le pseudonyme de Pierrené afin de protéger sa femme et ses enfants, retenus en France en territoire occupé. Taciturne, angoissé par le sort de sa famille, il sera remplacé par le commandant Gabriel Bonneau en février 1943.

André Philip, commissaire à l'Intérieur du Comité national français à Londres (et futur ministre dans les gouvernements Gouin, Blum et Ramadier) est reçu à son tour à Québec en décembre 1942³². Marthe Simard et le brigadier Georges Vanier, tout juste nommé représentant du Canada auprès du général de Gaulle, l'accueillent à la gare en pleine tempête de neige. Élisabeth de Miribel l'accompagne. Ancien député socialiste, André Philip avait rejoint la France libre à Londres en juillet 1942. Quelques mois après son ralliement, le voici donc à Québec après un passage à New York. À son arrivée, les Simard convient les représentants des divers journaux pour une conférence de presse. Philip y dresse le portrait de la Résistance intérieure en France, loue l'esprit de la jeunesse française et se montre heureux de la nomination de Georges Vanier, un ami de la France³³. Le premier ministre Godbout et le maire Borne le reçoivent ensuite en après-midi. En soirée, les Vanier et le couple Simard offrent un dîner en son honneur³⁴. Philip quitte Québec le lendemain. La capitale accueillera bientôt le colonel Gustave Gounouilhou, héros de guerre ayant rapidement rejoint la France libre, pour une série de conférences et une tournée des comités France libre de la province de Québec³⁵.

Les rumeurs d'une visite du chef de la France libre, Charles de Gaulle, courent à Québec depuis l'été 1940. Elles se concrétisent enfin le 12 juillet 1944, alors que la bataille de Normandie fait rage et que le territoire français est sur le point d'être libéré. Parti d'Ottawa, le général atterrit à Québec sous une pluie battante. Le maire Borne, le ministre libéral provincial Wilfrid Hamel, chargé de représenter le premier ministre Godbout (et éventuel successeur de Borne à la mairie en 1953), ainsi que le docteur André Simard l'accueillent à sa descente d'avion. Marthe Simard est pour sa part absente de la capitale provinciale: elle siège au même moment à l'Assemblée consultative provisoire d'Alger, à l'invitation justement du général de Gaulle.

À l'hôtel de ville de Québec, les membres du Comité France libre peuvent enfin rencontrer l'homme derrière lequel ils se sont regroupés depuis quatre ans. On entonne spontanément *La Marseillaise*, avant que le général ne se rende chez le lieutenant-gouverneur Eugène Fiset, à Spencer Wood, pour ensuite reprendre l'avion vers Montréal. Au terme de son passage en sol québécois, Charles de Gaulle aura passé moins de cinq heures à Québec et Montréal, prononçant cinq discours devant des milliers de personnes venues l'acclamer et serrant de nombreuses mains. Revenu à Alger le 14 juillet, de Gaulle croise Marthe Simard et lui livre ses impressions: « Très bien le Canada! Très bien Québec! Très bien votre mari!³⁶ ».

La représentation des Français libres du Canada au gouvernement provisoire

L'opération *Torch* est lancée avec le succès, le 8 novembre 1942, sous le commandement du général américain Dwight Eisenhower. Des troupes anglo-américaines débarquent dans les territoires français d'Afrique du Nord sous contrôle vichyste. L'amiral François Darlan, commandant en chef des forces de Vichy, ordonne à ses troupes de résister à la percée alliée. Cette décision discrédite le régime pétainiste aux yeux d'une majorité de Canadiens, francophones et anglophones confondus. Ottawa rompt définitivement ses liens diplomatiques avec Vichy, dès le lendemain de l'opération. Le premier ministre King se dit soulagé « d'avoir réussi la rupture avec Vichy tout en préservant les relations du Canada avec le peuple français³⁷ ». En coulisse, les Français libres se réjouissent que le gouvernement fédéral puisse désormais appuyer plus ouvertement la France libre.

L'amiral Darlan retourne sa veste et se rallie à la cause alliée. Les Américains lui confient le haut-commissariat de France en Afrique du Nord, un geste controversé. Le Comité national français à Londres refuse de reconnaître Darlan et le haut-commissariat. Du point de vue américain, Darlan offre un « expédient temporaire ». On le préfère pour l'instant à Henri Giraud, ce général français capturé par les Allemands en mai 1940 puis évadé en avril 1942, à qui Darlan confie toutefois le commandement des troupes françaises. Darlan, assassiné par un jeune étudiant résistant la veille de Noël 1942, est rapidement remplacé par Giraud grâce à l'appui des Américains. Or les Français libres doutent de l'aptitude du général Giraud à diriger les troupes françaises en Afrique du Nord et assistent même, impuissants, à l'introduction des législations et pratiques d'exclusion de Vichy³⁸. Un conflit se profile entre le nouvel homme des Américains et le général de Gaulle. On craint la division des forces françaises.

De longues et difficiles négociations mènent, en juin 1943, à la fusion du Comité national français de Londres et du Commandement civil et militaire d'Alger. De Gaulle et Giraud doivent en assurer la coprésidence. Plus habile que son rival, de Gaulle profite de l'été et du début de l'automne 1943 pour consolider son emprise à la tête du nouveau Comité français de la libération nationale. Plusieurs giraudistes se rallient petit à petit à sa cause. Accusé par ses adversaires d'exercer un contrôle quasi dictatorial, de Gaulle répond en créant une Assemblée consultative provisoire qui regroupera les représentants des mouvements de résistance, les partis politiques et les territoires français engagés dans la guerre aux côtés des Alliés. Cette assemblée doit comprendre 84 membres, dont 40 représentants des organismes de Résistance métropolitaine, 12 représentants des organismes de résistances extra métropolitaines, 20 membres du Sénat

et de la Chambre des Députés et 12 représentants des Conseils généraux. Parmi les 12 délégués des organismes de résistance extra métropolitaine, cinq sièges sont réservés aux représentants des 800 comités France libre dans le monde.

L'Assemblée consultative provisoire d'Alger doit s'ouvrir le 3 novembre. La veille, le Comité France libre de Québec apprend que sa présidente, Marthe Simard, vient d'y être nommée par les délégués métropolitains. Elle y représentera la résistance franco-canadienne. Née en Algérie, la voici invitée à y revenir pour servir la France. La presse canadienne s'emballe pour la nomination de Marthe Simard. Toute Française qu'elle puisse être, c'est aussi une Canadienne française par alliance qui accède au panthéon de la politique française. *L'Action catholique* la présente comme une femme s'étant dépensée sans compter pour la cause française au Canada³⁹. Pour le journal *Le Soleil*, «C'est un beau témoignage de confiance que les patriotes français viennent de donner à madame Simard⁴⁰». Ayant «servi la cause de la résistance française avec un admirable dévouement», Marthe Simard a été «l'âme du mouvement de la résistance française au Canada français».

Aux journalistes, Marthe Simard se dit «extrêmement heureuse» qu'après la récente conférence de Québec, ce soit encore la ville de Québec «qui ait été choisie pour représenter le Canada tout entier au sein de la France nouvelle⁴¹». Elle prend l'engagement de faire comprendre aux Français «ce qu'ils doivent au Canada». Émue de sa nomination, elle est consciente du grand honneur qu'on lui fait, ainsi qu'aux Canadiens. «On a voulu ainsi reconnaître le travail des femmes françaises et l'amitié franco-canadienne», dit-elle⁴². Il ne fait aucun doute, selon Simard, que la future quatrième République acceptera la collaboration de la femme dans la vie civique française: «La femme française, qui au point de vue intellectuel est certainement l'équivalente de l'homme, aura un grand rôle à jouer dans la reconstruction de la France, surtout en ce qui concerne la solution des problèmes sociaux et familiaux⁴³».

Marthe Simard quitte Québec pour Alger le 20 décembre 1943. Elle gagnera l'Afrique du Nord en bateau, depuis la Louisiane, après quelques escales dans les Antilles françaises. Débarquée à Casablanca après un voyage qui aura finalement duré soixante-dix jours, Simard prend l'avion pour Alger. Elle y arrive enfin, début avril, et est accueillie par des membres de la Légation canadienne et le président de l'Assemblée consultative, Félix Gouin. Dès le lendemain, elle prononce un premier discours en séance plénière privée et raconte l'épopée de la France libre au Canada depuis le 18 juin 1940. Le général de Gaulle la reçoit à dîner le 11 avril, une première rencontre entre eux. Dix jours plus tard, l'homme signe l'ordonnance qui octroie désormais aux femmes françaises le droit de vote et leur éligibilité dès les premières élections qui suivront l'inéluctable libération.

Le vote des délégués avait été enregistré le 24 mars, alors que Simard se trouvait sur le navire la menant à Casablanca.

Seule femme à siéger à l'Assemblée (la résistante Lucie Aubrac ayant cédé son siège à son mari Raymond), Marthe Simard n'est pas cantonnée à un rôle de figuration. Elle est rapidement nommée à la Commission des Affaires économiques sociales et à la Commission de l'Information et de la Propagande⁴⁴. Son principal fait d'armes à Alger survient le 15 mai 1944, lorsqu'elle prend la parole devant tous les délégués. Le président Félix Gouin présente la première femme à siéger dans un parlement français :

Messieurs,

Je vais donner la parole à notre excellente et aimable collègue, M^{me} Simard. Je me félicite doublement d'avoir à le faire, d'abord parce que l'événement me paraît marquer une date dans l'histoire politique de la France; ensuite parce que c'est un reflet de la grâce et du charme de ce Canada, si proche de notre cœur, qui apparaîtra à cette tribune lorsque M^{me} Simard y viendra. (Applaudissements)⁴⁵.

Marthe Simard monte à la tribune. Elle présente l'action des Français libres du Canada. Elle s'inquiète aussi du sort du livre français et mentionne le rôle important que peuvent continuer de jouer le Canada et ses éditeurs francophones. Elle souhaite aussi rendre hommage aux fondateurs de l'École Libre des Hautes Études à New York, sorte d'université française en exil. La résolution qu'elle propose à cet effet est adoptée à l'unanimité⁴⁶.

Conclusion

Un congé de deux mois est accordé à la déléguée du Canada, en août 1944, pour qu'elle puisse revoir les siens. Elle arrive à Québec le 22 août 1944, alors que Paris est sur le point d'être libérée. Le lendemain soir, une immense foule se masse sur la terrasse Dufferin aux cris des « Vive de Gaulle! » et « Vive la France! ». Les soldats français entreront dans Paris d'ici un jour ou deux. Mais à Québec, on célèbre déjà la fin de l'occupation. Tout près de la statue de Samuel de Champlain, à l'ombre de l'imposant Château Frontenac, la manifestation de joie est présidée par le brigadier Edmond Blais et animée par la fanfare du Royal 22^e Régiment. Le brigadier Blais, le nouveau consul général de France, Pierre Moeneclaey, et Marthe Simard prennent tout à tour la parole sous les acclamations.

Le 25 août, les troupes nazies signent la reddition à la gare Montparnasse. Le gouvernement provisoire français pourra bientôt regagner Paris. En novembre, Marthe Simard rejoint 11 autres femmes au palais du Luxembourg, dont Lucie Aubrac. Puis elle revient à Québec en mars 1945,

quelques semaines avant la capitulation de l'Allemagne. Elle ne retournera pas siéger à Paris: la carrière politique que le général de Gaulle lui promet ne l'intéresse pas. Elle dira n'avoir agi que par devoir et préférer maintenant retourner auprès de son mari, de sa fille et de ses petits-enfants. Le Comité France libre de Québec poursuit néanmoins ses activités, pendant un temps. Il souhaite notamment travailler à la reconstruction de l'unité française, mise à mal par la collaboration, mais aussi par la campagne d'épuration qui sévit en France. Le comité participe également au troisième congrès annuel de la Fédération des comités canadiens de la France libre, tenu à Québec en octobre 1945.

La ville de Québec s'ouvre de plus en plus sur le monde. Déjà l'hôte de deux importantes conférences interalliées pendant la guerre, la capitale accueille, le 16 octobre 1945, la conférence de fondation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les 600 délégués de 32 pays, rassemblés au Château Frontenac, fondent la première organisation permanente de l'Organisation des Nations unies. À la même époque, le maire Lucien Borne fait pression pour que le siège des Nations Unies soit installé de façon permanente dans sa ville. Des plans d'élévation sont même dessinés par les architectes Adrien Dufresne et Édouard Fiset pour un vaste édifice qui serait construit sur les plaines d'Abraham. Mais New York sera plutôt choisie.

À leur manière, Marthe Simard et le Comité France libre de Québec ont contribué au rayonnement de la capitale québécoise et du Canada français, tant sur la scène nationale qu'internationale. À la Libération, le Canada compte plus de 90 comités et sous-comités de la France libre, souvent créés à la suite des nombreux passages de Marthe Simard et d'Élisabeth de Miribel dans chacune des communautés françaises du pays. La nomination de Simard à Alger représente sans doute le plus haut fait d'armes du comité de Québec sur la scène internationale. Et dans l'ombre, des milliers de soldats et prisonniers de guerre alliés auront reçu un peu de réconfort grâce aux colis confectionnés et expédiés depuis Québec.

Marthe Simard meurt à Québec le 28 mars 1993, à l'âge de 92 ans. Elle aura passé la majeure partie de sa vie dans cette ville d'Amérique française qu'elle découvrait pour la première fois en 1932. Un premier geste de rappel de la mémoire de Marthe Simard est posé en 2008 lorsque la Ville de Québec dévoile une plaque commémorative fixée à la façade du 59 de la rue D'Auteuil. On y lit: «Ici vécut Marthe Caillaud-Simard (1901-1993). Militante d'origine française, elle fonda ici, lors de la Seconde Guerre mondiale, le premier comité de résistance hors de France, point de ralliement de la France libre au Canada».

Le 11 mars 2011, la Ville de Paris commémorait à son tour la vie et la carrière de la première parlementaire de France lors de l'inauguration de la place Marthe-Simard, dans le 14^e arrondissement. Pour la première fois, une place parisienne porte le nom d'un Français de l'étranger et, de surcroît, d'une Française de l'étranger.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. L'auteur de « *La France appelle votre secours* », Québec et France Libre 1940-1945 (VLB éditeur, 2012) est chargé de projet à la Commission de la Capitale nationale du Québec.
2. Paul M. Couture, « The Vichy-Free French Propaganda War in Quebec, 1940 to 1942 », *Historical Papers/Communications historiques*, vol. 13, no. 1, 1978, p. 200-216.
3. Robert Arcand, « Pétain et de Gaulle dans la presse québécoise entre juin 1940 et novembre 1942 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, no. 3, 1991, p. 363-395.
4. Dale C. Thomson, *De Gaulle et le Québec*, Saint-Laurent, Éditions du Trécarre, 1990.
5. Éric Amyot, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle. Vichy, la France et les Canadiens français 1940-1945*, Montréal, Fides, 1999.
6. Le lecteur intéressé à approfondir le sujet est invité à lire Frédéric Smith, « *La France appelle votre secours* ». Québec et la France libre, 1940-1945, Montréal, VLB Éditeur, 2012.
7. Fonds Marthe Simard, curriculum vitae du docteur André Simard, non daté.
8. Fonds Marthe Simard, coupure de presse provenant vraisemblablement d'un journal canadien, non identifiée et non datée.
9. Fonds Marthe Simard, lettre du cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve à Marthe Simard, 24 mars 1940.
10. Archives du ministère des Affaires étrangères et Européennes (AMAE), série guerre 39-45, sous-série Londres, vol. 390, lettre de Marthe Simard à Charles de Gaulle, 16 juillet 1942.
11. Entretien avec Mme Colette Grenier-Chevalier, juillet 2011.
12. AMAE, série guerre 39-45, sous-série Londres, vol. 390. Rapport d'André Verrier (secrétaire du Comité France libre de Québec) à Londres, 18 décembre 1941.
13. Service d'information français, *France-Canada*, vol. 1, no. 2, janvier 1943, Ottawa, p. 14.
14. « La France honore la Cité et le maire Lucien Borne », *L'Action catholique*, 26 novembre 1945, p. 3.
15. Auguste Viatte, *D'un monde à l'autre... Journal d'un intellectuel jurassien au Québec (1939-1949)*. vol. 1, mars 1939-novembre 1942, édité et présenté par Claude Hauser, Québec, Paris et Courrendlin, Les Presses de l'Université Laval, L'Harmattan et Éditions Communication Jurassienne et Européenne, 2001, p. 108.
16. Le consulat de Québec, passé sous juridiction du consul vichyste Henri Courcier à Montréal, ne retournera dans le giron gaulliste que le 23 août 1944, avec

- la nomination du capitaine Pierre Moeneclae. Frédéric Smith, «*La France appelle votre secours*»..., *op. cit.*, p. 118-127 et 208-214.
17. AMAEE, série guerre 39-45, sous-série Londres, vol. 391, lettre d'Élisabeth de Miribel à Geoffroy de Courcel, 11 février 1941.
 18. Archives de la République et Canton du Jura (ARCJ), Fonds Auguste Viatte, 118 J., lettre d'Élisabeth de Miribel à Auguste Viatte, 4 juin 1941.
 19. Nationaliste et indépendantiste, Pierre Chaloult avait fondé en 1934 la revue *Vivre* avec Jean-Louis Gagnon et Philippe Vaillancourt et collaboré au journal *La Nation* de Paul Bouchard. Willie Chevalier avait lui-même collaboré à la revue *Vivre* à quelques reprises. Lire à ce propos Mathieu Noël, *Le réseau indépendantiste québécois dans les années 1930*, mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 1999. Repris sous le titre *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste des années 1930*, VLB, 2011, 142 p.
 20. AMAEE, série Guerre 39-45, sous-série Londres, vol. 306, rapport d'André Verrier à Londres, 7 août 1941.
 21. Université de Montréal, Division de la gestion de documents et des archives. Fonds Willie Chevalier (P0342), texte d'une causerie de Willie Chevalier, 23 juillet 1941.
 22. René Lévesque, *Attendez que je me rappelle...*, Montréal, Québec/Amérique, 1986, p. 110-111.
 23. AMAEE, série Guerre 1939-1945, sous-série Londres, vol. 389, lettre de William Vignal à Charles de Gaulle, 25 juillet 1940.
 24. Éric Amyot, *Le Québec...*, *op. cit.*, p. 115.
 25. AMAEE, série Guerre 1939-1945, sous-série Londres, vol. 391, lettre d'Élisabeth de Miribel à Geoffroy de Courcel, 14 décembre 1940.
 26. «Le capitaine d'Argenlieu au Canada», *L'Action Catholique*, 10 mars 1941, p. 3.
 27. Dans ses mémoires publiées en 1981, Élisabeth de Miribel croit se souvenir avoir plutôt accueilli le commandant d'Argenlieu à sa descente d'avion à Montréal. Or les médias et le journal personnel d'Auguste Viatte confirment que c'est bien à Lévis, à sa descente de *l'Express Maritime*, puis à Québec qu'il est officiellement reçu. Élisabeth de Miribel, *La liberté souffre violence*, Paris, Plon, 1981, p. 72-73.
 28. *Ibid.*, p. 73.
 29. Éric Amyot, *Le Québec...*, *op. cit.*, p. 143.
 30. Dale C. Thomson, *De Gaulle...*, *op. cit.*, p. 51.
 31. Doris Lussier, «Où est la vraie France?», *La Droite*, vol. 1, no. 4, 15 avril 1941, p. 19.
 32. Depuis septembre 1941, le Comité national français remplit la fonction de gouvernement en exil pour la France libre. Il avait succédé au Conseil de défense de l'Empire, créé par de Gaulle en octobre 1940, et sera remplacé par le Comité français de la libération nationale en juillet 1943. Le CFLN deviendra le Gouvernement provisoire de la République française en juin 1944.
 33. «La résistance française et l'esprit des jeunes, selon le député A. Philip», *L'Action catholique*, 3 décembre 1942, p. 3.
 34. Service d'information français, *France-Canada*, vol. 1, no. 2, janvier 1943, Ottawa, p. 14.
 35. Service d'information français, *France-Canada*, vol. 1, no. 3, février-mars 1943, Ottawa, p. 12.

36. Propos rapportés plus tard par Marthe Simard dans « Les adieux de M^{me} André Simard à ses collaborateurs de Québec », *L'Événement-Journal*, 21 septembre 1944, non paginé.
37. Dale C. Thomson, *De Gaulle...*, *op. cit.*, p. 83.
38. François Broche, Georges Caïtucoli, Jean-François Muracciole (dir.), *Dictionnaire .la France libre*, Paris, Éditions Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2010, p. 693-699.
39. « Madame Simard va partir sous peu pour Alger », *L'Action catholique*, 5 novembre 1943, p. 9.
40. « Grand honneur à Mme. A. Simard », *Le Soleil*, 4 novembre 1943, p. 6.
41. « Madame Simard va partir sous peu pour Alger », *L'Action catholique*, 5 novembre 1943, p. 9.
42. « Départ prochain de M^{me} André Simard pour Alger », *La Patrie*, 5 novembre 1943, p. 10.
43. « Madame Simard va partir sous peu pour Alger », *L'Action catholique*, 5 novembre 1943, p. 9.
44. Anne-Marie Gouriou, *Annexe du répertoire: Assemblée consultative provisoire (Alger) 1944-1945 (C//15247 à C//15281)*, Paris, Archives nationales, 2008, p. 11 et 14.
45. Bruno Fuligni, *La chambre ardente*, Paris, Les Éditions de Paris, 2001, p. 117.
46. Anne-Marie Gouriou, *Annexe...*, *op. cit.*, p. 31.